

Paris, le 21 février 2013

COLLOQUE DE LA FFP A BERCY : PRESENTATION DE 10 INDICATEURS POUR MESURER L'IMPACT DE LA FORMATION SUR LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES ET SUR LEUR RSE

Plus de 400 personnes ont assisté au colloque « La formation professionnelle, un investissement majeur pour la compétitivité durable des entreprises et des territoires », organisé le 18 février à Bercy par la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP), avec le soutien de la DGCIS. Arnaud MONTEBOURG, Ministre du Redressement productif, et Thierry REPENTIN, Ministre délégué à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage, ont salué le travail animé par la FFP pour mettre en place une grille d'indicateurs de *reporting* et d'évaluation des investissements en formation professionnelle.

« **Un pays qui mise sur la formation est un pays qui monte en gamme** ». C'est ainsi qu'Arnaud MONTEBOURG, Ministre du Redressement productif a ouvert le colloque « La formation professionnelle, un investissement majeur pour la compétitivité durable des entreprises et des territoires », organisé le 18 février par la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP), avec le soutien de la Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services (DGCIS).

Thierry REPENTIN, Ministre délégué à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage, a ensuite réaffirmé le rôle essentiel de la formation pour l'employabilité et la compétitivité de notre pays. Il a également insisté sur la nécessité de pouvoir le démontrer, saluant l'initiative de la FFP et de ses partenaires, qui ont élaboré une grille d'indicateurs de *reporting* sur la formation professionnelle.

« **Aujourd'hui, grâce au travail mené, nous disposons d'une base qui va nous permettre de construire et de valoriser l'édifice formation** ». Le Ministre a tout particulièrement évoqué deux indicateurs, qui correspondent à l'esprit de la future loi sur la Formation professionnelle : « Le pourcentage de salariés n'ayant pas bénéficié d'actions de formation depuis au moins 2 ans » et « le nombre de salariés ayant suivi une formation certifiante ».

Pour démontrer « la valeur ajoutée de l'investissement formation », Thierry REPENTIN a précisé que le déploiement des 10 indicateurs retenus ne doit pas s'arrêter aux portes de l'entreprise. Il est aussi nécessaire d'avoir une « vision nationale de notre effort de formation et de ses résultats. » Il convient donc de revisiter et enrichir les outils statistiques nationaux. Concomitamment, un autre chantier sur la qualité pédagogique dans ses multiples formes doit être ouvert pour mieux évaluer la qualité des processus et des pratiques pédagogiques.

La table ronde consacrée aux enjeux économiques et sociaux de la formation professionnelle, animée par Julien VEYRIER (CentreInffo), a réuni Emmanuelle WARGON, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, Jean WEMAËRE, Président de la FFP, Françoise AMAT (CNFPTLV), Paul DESAIGUES (CGT), Alain DRUELLES (MEDEF) et Stéphane DIEBOLD (GARF). Les débats ont permis d'analyser la nécessité de considérer la formation comme un investissement, et non

comme une charge. Emmanuelle WARGON, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle a conclu en soulignant la pertinence du 3^e indicateur « Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie » qui fait parfaitement le lien entre l'individu et le projet de formation dans le cadre d'une politique de GPEC.

Analyste à la Direction de l'éducation de l'OCDE, Eric CHARBONNIER a ensuite insisté sur l'effort que doit faire la France en matière d'accessibilité de la formation. Il a également annoncé la publication, le 8 octobre prochain, des résultats de l'enquête PIAAC sur les compétences des adultes, qui permettra de situer la France par rapport à 24 pays membres de l'OCDE.

Marie-Pierre PEILLON, Présidente de la SFAF (Société française des analystes financiers) et Sébastien THEVOUX, chef de la recherche extra-financière de Groupama AM, sont venus présenter les pratiques de *reporting* des grandes entreprises en matière de formation, insistant sur la nécessité pour les entreprises de s'approprier ces indicateurs et de valoriser leur politique de formation, vecteur d'une performance durable et responsable.

Pascal FAURE, Directeur général de la DGCIS, a conclu le colloque en réaffirmant que « le capital humain est la première richesse de l'entreprise. **Encourager le renforcement et l'accumulation de ce capital est un enjeu majeur pour nos économies** ». Il a alors proposé cinq pistes d'actions :

- | prendre en compte les dépenses de formation comme des investissements qui doivent pouvoir être amortis ;
- | faire de la formation professionnelle un outil d'accès aux crédits et aux investissements des PME ;
- | étudier les liens entre politique de formation et pérennité des entreprises ;
- | accompagner le développement de l'innovation pédagogique ;
- | déployer les indicateurs, rendre compte de leur utilisation et de l'application du guide.

Jean WEMAËRE, Président de la FFP, se réjouit du succès de cette rencontre, des nouvelles perspectives et de la feuille de route qui se dessinent. L'accueil réservé aux travaux menés par la FFP est très prometteur et la FFP prolongera son engagement pour mieux valoriser et rendre compte des impacts de la formation professionnelle sur l'employabilité et la compétitivité de notre pays.

A l'issue du colloque, les 400 participants se sont vus remettre le guide « Rendre compte des impacts économiques et sociétaux des investissements en formation professionnelle », le guide de *reporting* à destination des entreprises élaboré par le groupe de travail animé par la FFP*.

Contact Presse : Yasmine Boulos- 01 44 30 49 16- yboulos@ffp.org

La FFP (Fédération de la Formation Professionnelle), organisation professionnelle créée en 1991, fédère et représente plus de 400 organismes de formation privés et leurs 2000 établissements. Depuis vingt ans au service de la représentation et de la promotion de l'offre privée de formation – qui couvre près des ¾ des besoins du marché-, la FFP place, au cœur de son action, le développement du professionnalisme de ses adhérents. Acteur majeur du secteur (avec un chiffre d'affaire cumulé de 1.5 milliard d'euros par an), elle agit au plus près des réseaux de décideurs et participe à la détermination des grandes orientations de la formation professionnelle.

*MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL :Fédération de la Formation Professionnelle (FFP) - École Française de l'Immatériel - AFPA - AGEFOS PME - C3D (Collège des Directeurs de Développement durable) - Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie (CNFPTLV) - COURTEPAILLE/SERARE S.A.S.- GARF (Groupement des Acteurs et Responsables de Formation) - GROUPAMA AM - GPS (Groupement des Professions de Services) - ISQ/OPQF - LAPOSTE - Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie - Ministère du Redressement Productif/DGCIS - Ministère du Travail de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social/DGEFP- OBSERVATOIRE SOCIAL INTERNATIONAL- ORANGE/ FT- QUILOTOA FORMATION